

## DANS CE NUMÉRO

En cette fin d'année 2005, plusieurs réseaux de la deuxième phase du Programme URB-AL finalisent leurs activités dans le cadre du contrat qu'ils ont conclu avec la Commission européenne. Certains ont déjà tenu leur dernière réunion annuelle, mais cela ne signifie pas pour leurs coordinateurs que les activités URB-AL se terminent: l'exemple de deux réseaux – le Réseau 6 coordonné par Málaga et le Réseau 8 coordonné par Stuttgart – qui prolongent actuellement leurs activités grâce à d'autres interventions financières, inspire les réseaux URB-AL de la deuxième phase, qui ne souhaitent pas s'arrêter après trois années d'échanges internationaux et d'apprentissages enrichissants. Ils veulent profiter des liens qui se sont tissés entre les villes européennes et latino-américaines au cours de cette période pour poursuivre d'autres idées et d'autres projets, au-delà du financement du Programme URB-AL.

Ce numéro présente les stratégies de Málaga et de Stuttgart, les motivations qui les poussent à continuer à mener une partie des activités des réseaux et l'expérience acquise lors de cette nouvelle étape.

Toutefois, la continuité du programme URB-AL ne concerne pas uniquement les réseaux; elle porte aussi sur les effets durables qui résultent des projets menés à bien. Ces résultats, reconnus, comme à Rosario, par des institutions internationales telles que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), encouragent d'autres villes à participer à des projets URB-AL de type A et B. Plusieurs projets communs URB-AL sont également présentés dans ce numéro par leurs coordinateurs.

RICCARDO GAMBINI

Office de coopération EuropeAid – Chef d'unité B2

**LETTRE D'INFORMATION  
DU PROGRAMME URB-AL,**  
programme horizontal de  
coopération décentralisée de  
la Commission européenne,  
destiné aux villes,  
agglomérations et régions de  
l'Union européenne et  
d'Amérique latine



**COMMISSION EUROPÉENNE**  
EuropeAid  
Office de Coopération  
Direction Amérique latine



Vue aérienne de la région centrale de la ville de São Paulo

## PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS – 30 AVRIL 2005 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/113113/C/G)

# Coordination des projets communs

PROJETS COMMUNS DE TYPE «A»			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Provincia de Génova	IT	Creación de empleo y recuperación ambiental – cooperación entre diferentes agentes locales	R10-A12-05
Comune di Latina	IT	Observatoire international pour les droits et les opportunités des femmes célibataires chefs de famille	R12-A2-05
Municipalidad de Miraflores	PE	Red Internacional de Bibliotecas municipales. Unión de Bibliotecas UB	R13-A3-05
Ayuntamiento de Gijón	ES	Servicios e infraestructuras de apoyo empresarial: Transferencia de metodologías y nuevos desarrollos sobre la base de las Tecnologías de la Información y la Comunicación	R13-A6-05
Consell Comarcal del Maresme	ES	Aplicación innovadora de las TICs en el desarrollo de territorios turísticos emergentes	R13-A8-05
Regione Toscana	IT	Consolidación de los gobiernos locales en seguridad ciudadana: formación y prácticas	R14-A2-05
Ayuntamiento de Santa Cruz de Tenerife	ES	Inseguridad colectiva y autoprotección	R14-A5-05
PROJETS COMMUNS DE TYPE «B»			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Municipalidad de Valparaíso	CL	Modelo de gestión para barrios históricos en ciudades puerto	R2-B1-05
Intendencia Municipal de Montevideo	UY	Ciudades y ciudadanos/as por la inclusión social	R10-B1-05

## CALENDRIER

# Réunions annuelles 2006: Dates provisoires

RÉSEAU N° – COORDINATEUR	LIEU	DATE
N° 6 Ayuntamiento de Málaga	<b>Málaga – España</b>	10-11 mars 2006
N° 9 Prefeitura de Porto Alegre	<b>Porto Alegre – Brasil</b>	7-9 mars 2006
Centre de Documentation du Programme URB-AL	<b>Málaga – España</b>	10-11 mars 2006
Observatoire de la Coopération décentralisée locale UE-AL	<b>Montevideo – Uruguay</b>	Mars 2006

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA DE SÃO PAULO

## Lutte contre la pauvreté urbaine

*La conférence de clôture du Réseau 10, «La pauvreté comme violation des droits de l'homme: le rôle des villes pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et l'équité», s'est tenue du 23 au 25 février à São Paulo. Elle a réuni quelque 200 représentants de 66 administrations locales d'Amérique latine et de 10 villes européennes ainsi que 24 entités de la société civile, pour un total de 14 pays.*

Ont participé à l'ouverture de cette dernière rencontre annuelle du Réseau 10 – **Lutte contre la pauvreté urbaine** – le Maire de São Paulo, José Serra, le Président de la Commission municipale des droits de l'homme, José Gregori, le Responsable du Programme URB-AL de la Commission européenne, Vittorio Tonutti, et la Secrétaire aux relations internationales et coordinatrice générale du Réseau 10, Helena Maria Gasparian.

Cette session a permis d'entendre des exposés du professeur Ruth Cardoso, qui a parlé des «Objectifs du Millénaire pour le développement – Investir dans le développement», du Secrétaire municipal de l'assistance et du développement social, Antonio Floriano P. Pesaro, et du Secrétaire du travail, Gilmar Viana Conceição, ainsi qu'un discours de Vittorio Tonutti. Le Responsable du Programme URB-AL a réitéré l'objectif de ce programme de coopération décentralisée, à savoir favoriser la création de liens directs et durables entre des entités locales européennes et latino-américaines au moyen de la diffusion et de l'application de bonnes pratiques dans le contexte des politiques urbaines. Ensuite, les huit projets communs de type A du Réseau 10 approuvés à ce jour ont été présentés par leurs coordinateurs.

Pendant la conférence, les membres se sont réunis en groupes thématiques et ont élaboré ensemble 19 propositions de projets communs de type A impliquant des villes et des organisations de sept pays. En parallèle, une déclaration a été rédigée par les villes membres et acclamée par l'assemblée plénière, manifestant l'intérêt que revêt la continuité du Programme URB-AL vu la nécessité d'approfondir les excellents résultats obtenus tout au long de ses dix années d'existence.

Au cours de la conférence, les débats sur les propositions se sont articulés autour de cinq axes thématiques: les droits de l'homme

et les groupes vulnérables (le cas des populations de rue), le droit à la ville (l'utilisation de l'espace public dans les régions centrales et périphériques), le développement local, l'économie solidaire et la stratégie de financement, le droit de l'enfance (comment combattre le travail des enfants dans les villes), et la coopération comme instrument de lutte contre la pauvreté urbaine.

Une enquête réalisée en vue d'évaluer la conférence (72 questionnaires remplis) a montré la satisfaction et l'intérêt des participants: 63 % d'entre eux ont affirmé que les présentations leur avaient appris beaucoup de choses et 78 % ont jugé la dynamique des axes thématiques positive.

Les résultats préliminaires d'une deuxième enquête portant sur l'évaluation globale des travaux du Réseau 10 indiquent que la totalité des personnes interrogées ont jugé bonnes ou excellentes les relations entretenues avec le Réseau. Les réponses font également état de la satisfaction par rapport aux services fournis, à l'aide reçue pour la formulation des projets et au lien tissé avec les autres membres.

Depuis janvier 2005, Helena Maria Gasparian est responsable du secrétariat aux relations internationales et de la coordination générale du Réseau 10. Une de ses priorités a été la participation au programme URB-AL, tant la coordination du Réseau 10 que la participation des villes à des projets de type A et B en cours, ainsi que la tenue des engagements pris précédemment, en particulier la conférence de clôture du Réseau.

Le Réseau 10 a participé à l'appel à propositions d'avril 2005 en présentant 12 propositions de projets communs de type A et une de type B, dont environ la moitié sont nées ou ont été perfectionnées lors de la conférence de clôture du Réseau.

La coordination a déjà commencé à préparer les documents de conclusion des travaux du Réseau 10. Le document final intégrera tout le matériel théorique produit au cours des trois années de vie du Réseau ainsi qu'une réflexion plus approfondie sur le thème de la lutte contre la pauvreté urbaine ([www.urbal10.sp.gov.br](http://www.urbal10.sp.gov.br)). ■



Réseau 10. Conférence de clôture: Helena Maria Gasparian, Secrétaire municipale de Relations internationales de São Paulo; Vittorio Tonutti, Responsable du Programme URB-AL; José Serra, Maire de São Paulo; Ruth Cardoso, Représentante du Programme *Comunidade Solidária*; José Gregori, Président de la Commission municipale de Droits Humains de São Paulo

COORDONNÉ PAR LA DIPUTACIÓ PROVICIAL DE BARCELONA

## Le Réseau 12 a organisé son Troisième Séminaire Annuel

*Le troisième séminaire annuel du Réseau 12 «Promotion des femmes dans les instances de décision locales» s'est tenu à Montevideo (Uruguay) les 13, 14 et 15 avril 2005. Cette rencontre a réuni 155 membres d'institutions et d'organisations locales issus de 19 pays d'Amérique latine et de l'Union européenne.*

Sur le thème «**Villes solidaires, villes où cohabiter: scénarios de construction collective entre femmes et hommes**», cette rencontre avait pour objectif principal de dégager des idées qui contribuent à promouvoir les villes en tant qu'espaces de cohabitation, lieux où les personnes se sentent en confiance et en sécurité pour pouvoir vivre dignement et où elles s'intègrent et assimilent les différences.

La réunion d'inauguration rassemblait le Maire de Montevideo, Adolfo Pérez Piera, le Ministre uruguayen du logement, Mariano Arana, la Responsable des programmes internationaux d'égalité et de citoyenneté de la Diputació de Barcelona, Dolors Renau, et le Représentant de la Commission européenne pour le Programme URB-AL, Vittorio Tonutti.

Il faut également mentionner l'intervention, lors de la séance inaugurale, du Directeur des services des relations internationales de la Diputació de Barcelona, Agustín Fernández de Losada Passols, qui a réalisé un bilan général, indiqué les perspectives d'avenir du Réseau 12 et, pour terminer sa contribution, présenté l'Observatoire de la coopération décentralisée locale Union européenne-Amérique latine, coordonné par la Diputació de Barcelona.

Au cours des débats sur les exposés et du dialogue entre les participants au sein des quatre ateliers, une série de conclusions et de priorités pouvant définir les domaines d'action pour l'avenir ont été soulignées et identifiées.

**Les villes sont des espaces de vie, de cohabitation et de confiance.** Construire les villes, c'est construire la citoyenneté, où chaque individu est reconnu par la communauté comme une personne unique. Les villes doivent protéger leurs membres de tout type d'agression et de brimade. Pour toutes ces raisons, les politiques municipales doivent aider à construire des sociétés protectrices, où la communauté ne repose pas sur les épaules des femmes, tout en garantissant à ces dernières l'intégrité physique, la participation au pouvoir politique et la jouissance de l'espace public. La parité politique et sociale doit avancer au même rythme dans les villes.

**Les politiques municipales doivent inclure les femmes qui ont des difficultés particulières d'accès aux biens sociaux (femmes migrantes et déplacées),** en intégrant la dimension de l'égalité des sexes dans l'ensemble des programmes, lois et politiques d'immigration et d'accueil,

en assurant la protection des droits de l'homme dans toute politique sur les migrations et/ou l'aide aux femmes déplacées, en incorporant les actions destinées à protéger ces femmes dans les politiques, en contribuant à la réinsertion des femmes qui retournent au pays, en promouvant les organisations de femmes, en encourageant la création de groupes de représentation et d'entraide au sein de la communauté migrante, en facilitant les réunifications familiales et en garantissant l'égalité, sans poser comme exigence l'homogénéité culturelle, ethnique ou nationale.

Si les participantes au séminaire ont reconnu que l'intégration des femmes au travail constitue l'une des avancées sociales et économiques les plus importantes de ces dernières décennies, elles ont aussi constaté que l'accès à l'emploi et les conditions de travail demeurent l'un des principaux domaines de discrimination. Pour lutter contre cette discrimination, les politiques doivent tendre à **considérer les femmes comme des agents actifs du développement local**, en garantissant leur présence dans tous les forums de décision, de consultation ou de planification de l'économie. **Les femmes et les hommes doivent partager les responsabilités familiales, le travail et les décisions économiques**, ce qui permettra de réduire les conséquences et les impacts personnels qu'implique actuellement l'intégration des femmes au travail. Enfin, les participants ont réfléchi au besoin urgent d'accroître la participation des femmes aux structures du dialogue social: syndicats, employeurs et les organisations qui les représentent.

Le travail actif et participatif des membres féminins ainsi que l'échange d'expériences et de différentes réalités fut très intéressant et fructueux. Du débat et de l'interaction sont nées 13 propositions de projets communs (disponibles sur la page Web du Réseau <http://www.diba.es/urbal12/>) qui seront présentées lors de prochains appels à propositions. ■



Réseau 12. Participants au Troisième Séminaire Annuel

COORDONNÉ PAR LA PREFEITURA MUNICIPAL DE PORTO ALEGRE

## Financement local et budget participatif

*Le Deuxième Séminaire Annuel du Réseau 9, coordonné par la Prefeitura Municipal de Porto Alegre, s'est tenu du 8 au 10 juin à Córdoba (Espagne). La rencontre a réuni plus de 150 participants de 30 villes européennes représentant 5 pays et de 23 villes latino-américaines de 6 pays, révélant un grand équilibre entre l'Europe et l'Amérique latine en termes de participation ainsi qu'une belle diversité de pays et de municipalités.*

Le séminaire a pu compter sur la présence des nouveaux coordinateurs du Réseau 9, Clóvis Magalhães (coordinateur général), Cezar Busatto (coordinateur technique) et João Portella (coordinateur exécutif et financier) ainsi que d'autorités de la ville d'accueil : l'adjointe au Maire, Inés Fontiveros, et le Maire de Córdoba, Rosa Aguilar.

Le premier jour du séminaire, les représentants de la Commission européenne ont présenté les objectifs du Réseau 9 ainsi que les principaux aspects et les normes qui régissent le Programme URB-AL. Ensuite, les coordinateurs du Réseau ont fait un exposé sur les thèmes de la planification budgétaire, de l'expérience du budget participatif (BP) et de l'administration locale. Ils ont expliqué le fonctionnement du BP à Porto Alegre et présenté l'équilibre général des projections du Réseau 9. Ils ont également présenté des aspects de la nouvelle gestion, notamment l'exemple des concepts de l'administration locale solidaire, à l'égard de laquelle le coordinateur technique, Cezar Busatto, a souligné la nécessité d'élargir et d'approfondir la participation populaire et a insisté sur l'importance de programmes de coopération, comme le Programme URB-AL, pour le développement de la coopération internationale entre les villes européennes et latino-américaines.

Dans sa présentation, Clóvis Magalhães a abordé les questions relatives à la nécessité d'aller au-delà des mécanismes de participation populaire dans l'élaboration du budget public et au besoin d'une nouvelle coopération avec les secteurs sociaux, afin de stimuler la territorialité et la transversalité dans la gestion publique. Il a également exposé les propositions de gestion pour la nouvelle administration de la ville de Porto Alegre.

Après, la représentante de l'Unifem/ONU au Brésil, Ana Falú, a donné un exposé sur l'égalité hommes-femmes dans les budgets participatifs, présentant divers aspects de cette question dans la participation populaire, laquelle réduit la forte disparité et les difficultés vécues par les femmes à l'heure de participer activement aux processus de

prise de décision. Le représentant de l'ONG Ciudad, Sérgio Baierle, a donné une autre conférence, sur le thème de «*la société civile dans les budgets participatifs*», qui a montré l'importance que revêt la participation populaire au débat sur la redistribution des ressources municipales pour le développement de la démocratie. Un bref exposé des projets approuvés au sein du Réseau 9 a été effectué par les coordinateurs, qui ont présenté les objectifs de leurs projets et les activités entreprises ou à mettre en œuvre.

La dernière conférence fut celle du conseiller du Réseau 9, Yves Cabannes, qui a parlé du *Défi actuel du BP*, en se concentrant sur quatre dimensions : la dimension participative et financière, la dimension budgétaire et fiscale, la dimension normative et juridico-légale et la dimension territoriale. Il a souligné qu'il importe de considérer la dimension politique comme un cinquième axe transversal et a également inclus le débat sur la gestion et la démocratie participative, grâce à des questions telles que : quelles sont les relations du BP avec le pouvoir législatif et les conseillers municipaux ? Le BP renforce-t-il ou non le rôle du maire par rapport aux conseillers

municipaux ? Le BP légitime-t-il l'action de l'administration à partir de la vision des personnes ou d'un programme préétabli ? Est-il le fruit du capital social ? Le renforce-t-il ? Comment éviter la récupération politique et la bureaucratiation du processus ? Ce sont là autant de points présentés, parmi de nombreux autres, et qui ont aidé les membres du Réseau 9 à mieux comprendre le BP, en précisant ou en réglementant des thèmes de débat, en plus de contribuer à la formulation de projets communs.

Le lendemain et le surlendemain, les représentants des villes se sont répartis en 4 ateliers – «*Dimension participative*», «*Dimension territoriale*», «*Dimension normative*» et «*Dimension financière*» – correspondant aux axes thématiques définis lors du séminaire de lancement et intégrés au document de base du Réseau 9. Au sein de ces ateliers, les villes ont élaboré 14 propositions de projets communs.

Lors de la clôture, les coordinateurs ont réaffirmé leur disposition à approfondir le travail du Réseau 9 et ont invité tous les membres à participer au dernier séminaire, qui se tiendra en 2006 à Porto Alegre. ■



Réseau 9. Inés Fontiveros, Adjointe au Maire de Córdoba; Cezar Busatto, Secrétaire municipal de Porto Alegre; Andrés Ocaña, Premier adjoint au Maire de Córdoba; Miguel Romero, gestionnaire du Programme URB-AL à la Commission européenne; Clóvis Magalhães, Secrétaire municipal de Porto Alegre; João Portella, Secrétaire municipal de Porto Alegre

COORDONNÉS PAR L'AYUNTAMIENTO DE MÁLAGA ET LE LANDESHAUPTSTADT STUTTGART

## Continuité des réseaux URB-AL: les stratégies de Málaga et de Stuttgart

*La subvention communautaire pour la coordination des réseaux thématiques URB-AL n° 6 «Environnement urbain» et n° 8 «Maîtrise de la mobilité urbaine» s'est terminée fin 2003. Deux ans plus tard, les mairies de Málaga et de Stuttgart poursuivent une partie des activités des réseaux et élaborent des stratégies en vue de créer des perspectives durables pour la coopération transnationale entre les municipalités.*

Deux ans après la fin de la période officielle de coordination des deux réseaux thématiques, les membres continuent à exécuter plusieurs projets communs et profitent des deux derniers appels à propositions pour solliciter des projets de type B. Comme les coordinateurs des projets et les villes partenaires l'ont affirmé à plusieurs reprises, la coordination du réseau thématique constitue un cadre indispensable au maintien d'un échange entre différents projets et à la diffusion des résultats au-delà des petits sous-réseaux spécifiques. Les mairies de Málaga et de Stuttgart considèrent leurs réseaux thématiques avec plus de 180 villes latino-américaines et européennes comme un investissement très important au niveau de leurs relations internationales. L'influence des réseaux transnationaux de villes croît dans tous les domaines et, peu à peu, ils deviennent des plates-formes où se rejoignent les intérêts spécifiques des administrations locales face à d'autres instances politiques au niveau national, supranational, voire mondial.

Le Réseau 6 de **Málaga (Environnement urbain)** a organisé trois réunions officielles entre 2001 et 2003, en focalisant son travail sur les quatre espaces suivants: 1) l'aménagement du territoire et la configuration urbaine, 2) les ressources naturelles, 3) la cohésion sociale et 4) la gestion des villes. Elles ont permis d'élaborer, à ce jour, 12 projets communs, de type A et B. En 2004, une quatrième réunion du Réseau a été organisée, financée exclusivement par l'Ayuntamiento de Málaga, durant laquelle le suivi des projets communs en cours a été abordé ainsi que divers types de programmes de coopération entre l'Europe et l'Amérique complétant URB-AL.

La cinquième et dernière réunion du Réseau 6 est prévue début 2006. Elle fera

le lien avec deux projets URB-AL développés par Málaga: l'Observatoire de l'environnement urbain (OMAU, [www.omaumalaga.es](http://www.omaumalaga.es)) et le Centre de documentation du programme URB-AL (CDPU, [www.centrourbal.com](http://www.centrourbal.com)).

L'OMAU est un projet de type B qui combine la formation, pendant deux ans, de techniciens municipaux des villes membres avec la construction d'un bâtiment bioclimatique qui sera le siège de l'Observatoire et ce, en vue de donner une continuité aux initiatives de coopération dans les diverses matières de l'environnement urbain; à cet effet, il concevra un système d'indicateurs périodiques pour les villes membres qui souhaitent participer. Le bâtiment de l'OMAU sera également le siège du CDPU, où seront regroupés, sur papier et sur Internet, les divers documents rédigés dans tous les réseaux URB-AL.

En dépit d'une politique d'austérité stricte dictée par le conseil municipal à l'administration locale de **Stuttgart (Maîtrise de la mobilité urbaine)**, le Landeshauptstadt a trouvé le moyen d'engager un membre de l'ancienne cellule de coordination afin de maintenir les fonctions élémentaires du réseau: actualisation du site Internet du Réseau 8 ([www.stuttgart.de/europa/urb-al](http://www.stuttgart.de/europa/urb-al)), organisation d'un forum de discussion pour tous les membres du réseau, édition périodique de la lettre d'information et du R8-NEWS afin de diffuser des exemples pratiques et les résultats de projets, et maintien d'une communication permanente avec les membres du réseau en général.

Néanmoins, à long terme, il faudra ouvrir de nouveaux horizons pour le travail du réseau thématique afin de garantir l'accès à d'autres sources de financement et d'élargir la coopération entre les organismes

municipaux. C'est pourquoi nous avons commencé à établir des coopérations à l'aide d'initiatives et de programmes similaires, par exemple avec le programme de transports urbains durables (SUTP) de la GTZ, avec l'initiative «Air pur pour les villes d'Amérique latine» (IAL-CAL) de la Banque mondiale ou avec les administrations locales pour le développement durable (ICLEI).

Comme les systèmes de transport urbain dépendent non seulement des municipalités mais aussi des entreprises de transport urbain qui, grâce à leurs investissements, influencent les technologies du transport et la viabilité du secteur à long terme, le Réseau 8 considère le rapprochement du secteur privé des transports comme le deuxième pilier de la stratégie de continuité. L'objectif est d'accéder ainsi à de nouvelles sources de financement pour des réunions et des projets futurs, puisque la majorité des administrations locales, surtout celles des petites et moyennes villes d'Amérique latine, ne disposent pas des moyens nécessaires pour poursuivre des activités de coopération transnationale qu'ils paieraient de leur poche.

Le troisième aspect important de la stratégie du Landeshauptstadt Stuttgart est la nomination de villes sous coordinatrices pour la région d'Amérique latine. Le soutien de la Prefeitura de Porto Alegre à la coordination de la sous région du Brésil, où s'est récemment tenue, dans le cadre d'une réunion du projet de type B «Moviman», une réunion régionale du Réseau 8, ainsi que l'appui apporté par le Municipio de Querétaro, au Mexique, aux membres hispanophones d'Amérique latine contribuent à décentraliser, consolider et stabiliser à long terme la coordination du Réseau URB-AL n° 8 «Maîtrise de la mobilité urbaine». ■



## @LIS, Alliance pour la société de l'information

*@LIS est un programme stratégique de coopération entre l'Europe et l'Amérique latine destiné à promouvoir le développement économique et la participation citoyenne à la société de l'information mondialisée.*

Avec un budget total de 77,5 millions d'euros, cofinancé par la Commission européenne à hauteur de 82 %, @LIS entend faire profiter tous les citoyens latino-américains des avantages de la société de l'information (SI) et réduire la fracture numérique au moyen de l'appui au dialogue et de la coopération entre tous les utilisateurs de la SI dans les deux régions.

@LIS soutient la mise en place de dialogues et de réseaux entre acteurs latino-américains et européens, comme l'exécution des 19 projets pilotes sur l'administration électronique locale, l'éducation et la diversité culturelle électroniques, la santé publique en ligne et l'inclusion électronique.

Le programme génère déjà ses premiers résultats dans la mesure où il contribue à réduire la différence entre ceux qui ont accès aux technologies de l'information et de la communication et ceux qui n'y ont pas accès.

**Il importe de souligner que toutes les actions prévues dans le cadre du programme @LIS 2002-2006 ont déjà été attribuées et sont en cours d'exécution. Aucun nouvel appel n'est prévu.**

Pour de plus amples informations sur le programme @LIS:  
<http://europa.eu.int/alis>  
<http://www.alis-online.org>  
 e-mail: EuropeAid-ALIS@cec.eu.int

Ci-dessous figurent trois exemples de projets d'administration électronique locale.

### SILAE - Services d'initiative locale en Amazonie équatorienne

Il s'agit d'un projet qui vise à améliorer l'administration locale en Amazonie équatorienne, une région qui compte 6 gouvernements provinciaux, 41 administrations municipales et 187 assemblées paroissiales.

Le projet SILAE entend fournir une dotation aux services de base déficitaires, en commençant par la fourniture d'électricité. Après la diffusion du projet, des assemblées ont été constituées dans les différentes communautés, qui ont nommé leurs «comités d'électrification communautaire» (CEC). Ces comités sont chargés de rédiger une description de leur communauté et de l'envoyer au SILAE, manifestant ainsi leur intérêt pour y participer.

L'ECER – Entreprises communautaires d'électrification rurale – a été créé à partir de ces manifestations d'intérêt. Des activités complémentaires ont été réalisées, comme un concours de peinture et de contes intitulé «Comment sera notre communauté après l'arrivée de la lumière», et destiné aux élèves des cycles primaire et secondaire en vue de stimuler leur créativité et d'obtenir des propositions d'utilisation sociale et productive de l'électricité.

Pour de plus amples informations, consulter le site: [www.silae.org](http://www.silae.org)

### eGOIA - Electronic Government Innovation and Access

L'objectif principal du projet «Innovation et accès à l'administration électronique» (eGOIA) est de fournir à un large public en Amérique latine des exemples de services d'administration publique orientés vers l'avenir. Le projet eGOIA vise à créer un espace virtuel unique destiné à impliquer tous les citoyens dans l'administration publique, et ce de façon simple et à faible coût. Les partenaires sont occupés à concevoir un logiciel qui permettra l'accès par Internet aux services publics intégrés des pouvoirs locaux (municipalités), régionaux et fédéral (dans le cas du Brésil).

Des projets pilotes fonctionnent déjà dans l'Etat de São Paulo au Brésil (un des membres participant), tandis que le Pérou

accueillera la démonstration de la phase II: services d'administration électronique en matière d'information sur les impôts municipaux et service de paiement.

Pour de plus amples informations, consulter le site: [www.egoia.info](http://www.egoia.info)

### EMPLENET - Rapprocher l'administration locale des citoyens en vue de réduire le chômage grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication

Le projet EMPLENET a pour but de réduire le chômage en Amérique latine, qui est l'un des problèmes les plus alarmants de la région. Les administrations locales, à l'instar des entités de représentation plus proches des citoyens, connaissent parfaitement les besoins et les demandes de la société. C'est pourquoi ces administrations locales élaboreront des stratégies de soutien à l'emploi reposant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de toucher un nombre accru de citoyens.

La stratégie de soutien à l'emploi reposera sur le lancement de services avancés à l'intention des chômeurs, plus précisément un service de formation professionnelle en ligne, l'accès à un service d'emploi (orientation professionnelle, bourse d'emplois, informations actualisées, etc.) et un service qui appuie la création d'entreprises.

Parmi les membres participants figurent la Municipalidad de Trelew (Argentine), la Prefeitura de São Luis (Brésil), l'Instituto Brasileiro de Administração Municipal (IBAM), la Alcaldía de León (Nicaragua) et l'Intendencia Municipal de Montevideo (Uruguay).

Pour de plus amples informations, consulter le site: [www.emplenet.org](http://www.emplenet.org) ■

# Intendencia Municipal de Montevideo: «Villes et citoyens pour l'inclusion sociale»

*Ce projet approuvé en juillet dernier est coordonné par l'Intendencia Municipal de Montevideo. En sont membres: la Mairie de Saint-Denis (France), l'Ayuntamiento de Barcelona (Espagne), la Prefeitura de Porto Alegre (Brésil), la Prefeitura de São Paulo (Brésil), le Gobierno de la ciudad autónoma de Buenos Aires (Argentine) et le Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale (FAMSI).*

L'origine de ce projet a été le projet de type A, *Méthodologies et outils pour la création d'observatoires d'inclusion sociale dans les villes*, coordonné par la mairie de Saint-Denis en 2003 et 2004 dans le cadre du Réseau 10, et qui réunissait les mêmes membres. Par conséquent, la conception de ce projet B s'inspire des apprentissages acquis lors de la phase A, qui ont indiqué le besoin d'une forte adéquation avec les secteurs universitaires et l'importance de l'étude et de la promotion d'initiatives d'intervention directe sur la réalité, outre la composante de la production de connaissances et la nécessité de dispenser une formation permanente aux divers acteurs dans les villes.

Les villes participant au projet de type A ont identifié les nécessités suivantes liées au projet:

- disposer d'un appui technique pour l'installation d'observatoires capables de gérer des systèmes géoréférencés d'information sociale;
- avoir accès à des forums de discussion commune sur l'élaboration d'indicateurs exprimant la multicausalité de l'exclusion locale;
- organiser des lectures comparées sur des aspects découlant des processus d'exclusion sociale, comme les phénomènes de violence et des bandes urbaines et la ségrégation résidentielle;
- favoriser le tissage de liens horizontaux entre les milieux universitaires et les milieux de production de connaissances de chaque ville;
- encourager la reconnaissance des organisations de la société civile qui mènent des actions fructueuses en rapport avec l'exclusion sociale.

En conséquence, lors de cette nouvelle phase, le projet se propose de mettre en place une meilleure approche, de la part des administrations locales et de la société dans son ensemble, des phénomènes liés à la problématique de l'exclusion/inclusion, tant

dans l'Union européenne qu'en Amérique latine. De plus, il générera des informations plus complètes et actualisées sur ce phénomène et améliorera l'accès des citoyens à ces dernières afin de renforcer les processus et les modèles de participation citoyenne et la décentralisation sous ses diverses expressions.

Pour ce faire, le projet développera trois lignes d'actions articulées et complémentaires sur la base du travail en réseau entre les municipalités:

1. l'amélioration de la connaissance et de la compréhension des phénomènes actuels d'inclusion et d'exclusion sociale, ce qui permettra une meilleure efficacité et une meilleure adéquation de la définition et de la mise en œuvre des politiques publiques locales qui contribuent à résoudre les problématiques associées à l'exclusion;
2. la mise sur pied d'observatoires d'inclusion sociale en tant qu'instruments adéquats pour la systématisation, le traitement et la diffusion d'informations

pertinentes et actualisées et qui soient au service de divers acteurs directement impliqués dans ce domaine d'intervention;

3. le soutien à la société civile dans ses efforts visant à améliorer les conditions de vie de secteurs exclus de la population. Cela suppose d'offrir la possibilité de consolider et de développer des initiatives en cours jugées durables et novatrices en matière d'inclusion sociale.

Ce projet suscite de nombreuses attentes de la part des pouvoirs locaux et des autres acteurs impliqués qui engagent des moyens humains et matériels en contrepartie, en vue d'assurer un développement fructueux du projet au cours des deux années de mise en œuvre des actions prévues. En particulier, le Municipio de Montevideo réaffirme un engagement pris dans le cadre du programme URB-AL, qui a produit des résultats positifs au niveau local et international grâce à une participation active à ce programme, dès le départ et jusqu'à présent. ■



Page Web du projet A



## Municipalidad de Valparaíso: «Modèle de gestion pour les quartiers historiques des villes portuaires»

*Le projet «Modèle de gestion pour les quartiers historiques des villes portuaires», présenté conjointement par la ville de Valparaíso (Chili), l'Intendencia de Montevideo (Uruguay), le Gobierno de la ciudad autónoma de Buenos Aires (Argentine), la Comuna de Genova (Italie) et l'Ayuntamiento de Bilbao (Espagne), a été sélectionné en juillet dernier.*

Ce projet vise à l'élaboration d'un modèle de gestion des quartiers historiques des villes portuaires et au développement assisté de ce modèle grâce à un projet pilote dans le quartier portuaire du centre historique de la ville de Valparaíso. Il prévoit l'analyse de l'infrastructure urbaine ainsi que des communautés vivant dans les quartiers historiques des villes membres du projet (un quartier par membre), la formation et l'échange d'expériences entre les membres, ainsi que la publication et la diffusion des résultats obtenus.

Le projet permettra de réhabiliter une partie des espaces publics et de l'infrastructure du quartier historique de Valparaíso, en particulier le «Mercado Puerto». Cet édifice en béton armé construit dans les années 1920 est aujourd'hui en état de délabrement avancé. Cet espace, qui compte trois étages, une terrasse, un sous-sol et un grand espace intérieur central, constitue le principal bâtiment du quartier et génère un impact urbain notable sur ce quartier, ce qui fait de lui une référence pour ses habitants.

Les travaux de réhabilitation ou de recyclage consistent en la réparation, la mise en valeur, la reconversion et l'utilisation des espaces de loisirs, le tout dans une perspective contemporaine. Cette intervention architecturale représente et incarne

physiquement le modèle de gestion *Barrio Puerto Genera*.

Dans ce cadre, le projet a pour but la **régénération urbaine participative** dans le centre historique de la ville portuaire de Valparaíso, récemment élevée au rang de site de patrimoine mondial par l'Unesco, grâce à la méthode de **gérance de quartiers**. Cette méthode consiste à aborder avec une approche multidisciplinaire et scientifique l'analyse de la communauté identifiée comme présentant des caractéristiques d'exclusion et de marginalité, en favorisant les capacités et les possibilités qu'offre son rôle urbain en ce moment historique particulier pour la ville en vue d'inverser la tendance à la stigmatisation. Afin d'obtenir un développement économique et social durable à l'échelle des quartiers, il y a lieu de créer un modèle de gestion qui implique les acteurs sociaux dans le développement intégral de la population, en renforçant leur identité locale et leur rôle urbain au moyen d'une gérance de quartiers visant à développer des lignes stratégiques qui incitent à la consolidation de communautés fortes. Cela rendrait possible la participation citoyenne durable et la consolidation d'un modèle efficace de gestion des quartiers historiques et cela permettrait l'application de ces bonnes pratiques dans les quartiers historiques des villes portuaires qui participent au projet. ■



Valparaíso. «Mercado Puerto»

## Regione Toscana: «Interventions de planification et de requalification urbaine: l'approche multidisciplinaire et intégrée»

*Le projet, fruit de l'expérience acquise avec le projet de type A appliqué dans le cadre du Réseau 7, réunit les mêmes membres – la Regione Toscana (Italie), la communauté du pays d'Aix (France), l'association Co.Opera (Italie) et les villes de León (Nicaragua), La Habana (Cuba), Capilla del Monte (Argentine) et Viña del Mar (Chili) – en vue de mettre en œuvre quatre projets pilotes dans les quatre villes latino-américaines.*

Le projet A a identifié un ensemble de méthodes, de principes et d'outils fructueux que tous les membres estiment indispensables à l'élaboration et à l'exécution de projets urbanistiques à l'échelle municipale. Ces résultats ont été formalisés et publiés dans le «*Statut de la planification municipale*», qui sera l'instrument de référence mis à la disposition des membres pour l'élaboration d'interventions de planification et de requalification urbanistiques dans les quatre villes participantes.

Le projet vise à améliorer les capacités de planification urbaine et de réalisation d'interventions urbanistiques des entités membres via la mise en œuvre de plans urbanistiques dans le cadre du programme de planification des villes latino-américaines participantes. À Viña del Mar, un *Plan de modification d'une zone d'extension urbaine* sera mis en œuvre; à León, un *Plan de requalification d'une zone dégradée* proche du centre historique de la ville sera appliqué; à Capilla del Monte, un *Plan de requalification d'un système de zones vertes publiques* dans le centre urbain sera mis en place et, à La Havane, dans le cadre du plan de requalification urbaine de la municipalité centrale de Centro Habana, des *instruments destinés à améliorer la gestion participative pour la valorisation*

*des ressources locales et le développement économique* seront élaborés.

Tous les instruments urbanistiques conçus devront être étudiés, approuvés et adoptés par les autorités locales. C'est pourquoi des ateliers de participation avec les citoyens sont également prévus en vue de diffuser les idées du projet et d'impliquer la population dans l'élaboration des plans.



Couverture du livre *Estatuto de la planificación municipal*

La méthodologie repose sur la participation active et immédiate de tous les

acteurs, ce qui renforce le sentiment d'appropriation des participants, en impliquant le personnel à tous les niveaux – stratégique, directeur et exécutif – et en prévoyant un échange de méthodologies techniques entre les membres afin de garantir une bonne exécution. La diffusion de bonnes pratiques grâce aux projets pilotes et la volonté de mettre à profit toutes les compétences de chaque membre nécessiteront l'identification et l'application d'une méthode de travail et d'un système de communication qui garantissent l'échange, le flux constant et transversal d'informations entre les techniciens, la discussion et le contrôle collectif de chaque activité.

Les entités participantes, en plus de se rencontrer lors de trois séminaires tout au long du projet et de s'échanger des missions de consultation technique en fonction des besoins de planification, partageront des informations via la page Internet créée durant le projet A.

Les derniers mois, les résultats des quatre projets pilotes seront diffusés grâce à une exposition itinérante qui fera arrêt dans toutes les villes membres du projet afin de partager le travail accompli au cours des deux années du projet avec les populations locales. ■

## Ayuntamiento de Rubí: «Énergies renouvelables et réseaux de développement local»

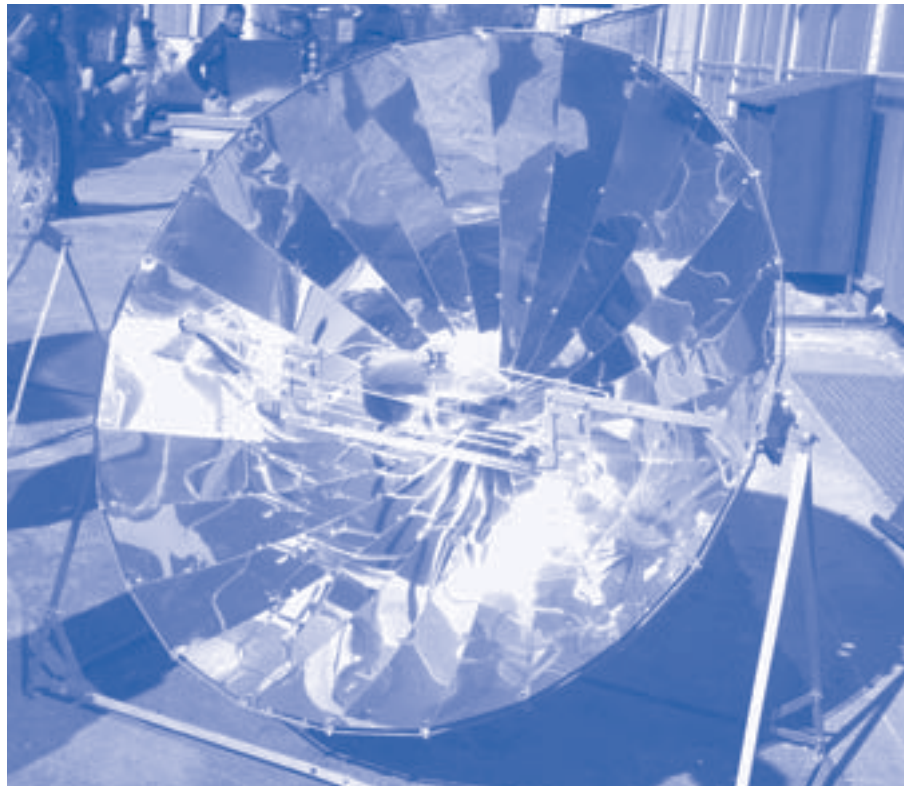
*Le projet «Énergies renouvelables et réseaux de développement local» est la continuation logique du projet de type A «ÉNERGIES RENOUVELABLES ET PERSPECTIVES D'EMPLOI "ÉNERGIE+D"» mis en œuvre durant la période 2002-2004 dans le cadre du Réseau n° 4: «La ville comme promotrice du développement économique».*

Participent à cette nouvelle étape, outre l'Ayuntamiento de Rubí, qui est le coordinateur du projet: l'Ayuntamiento de Valladolid (Espagne), la Diputación de Huelva (Espagne), la Alcaldía Municipal de León (Nicaragua), la Alcaldía Municipal d'Estelí (Nicaragua), la Municipalidad de Venado Tuerto (Argentine), la Municipalidad de Cuenca (Équateur), la Alcaldía Municipal de Sucre (Venezuela), la Diputación de Málaga (Espagne), el Gobierno Municipal de San Javier (Bolivie), la Fundación Celestina Pérez de Almada (Paraguay), la mairie d'Egaleo (Grèce) et l'université polytechnique de Catalogne (Espagne).

Le principal objectif du projet est de progresser vers un développement économique durable sur le plan énergétique grâce à l'utilisation des énergies renouvelables (en particulier l'énergie solaire), en réduisant la dépendance énergétique locale et en saisissant les possibilités de création d'emplois découlant du recours à ces nouvelles technologies.

À cet effet, six programmes d'action ont été envisagés:

1. la planification énergétique locale: il s'agit d'un des domaines d'intervention prioritaire. Ce programme inclut deux types d'activités: la planification énergétique municipale et l'élaboration de l'arrêté sur l'énergie solaire;
2. la création de capacités: ce programme a pour but de concevoir et de lancer une série d'activités de formation destinées aux secteurs professionnel et éducatif (au niveau de l'enseignement universitaire et secondaire);
3. l'information de la population: ce programme consistera en l'élaboration d'un ensemble de matériels de diffusion qui



Cuisine solaire

- seront mis à la disposition des municipalités. Un programme de discussions et des activités de formation et d'information seront également élaborés sur la base de ces matériels;
4. l'encouragement de l'emploi – l'appui aux entrepreneurs: il est envisagé de fournir un service de consultation en faveur des initiatives prises dans le cadre de l'énergie;
5. l'énergie solaire en milieu urbain: ce programme comprend deux types d'activités: le plan d'intégration de l'énergie solaire photovoltaïque dans les écoles et les édifices municipaux et le plan d'in-

tégration de cuisinières solaires dans les cantines scolaires, à des fins expérimentales;

6. l'aide aux communautés rurales: les activités à réaliser dans le cadre de ce programme sont un test pilote portant sur l'introduction de cuisinières solaires dans les milieux ruraux et urbains consommant beaucoup de bois et un test pilote portant sur l'électrification rurale à l'énergie photovoltaïque.

À ces six programmes, il faut en ajouter une septième: la création du réseau de centres E+D (énergie et développement) et sa continuité. ■

## Villa María del Triunfo: «Extrême pauvreté et faim: réponses participatives des pouvoirs locaux»

*Dans le cadre du Réseau 10 «Lutte contre la pauvreté urbaine», du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2005, la Municipalidad de Villa María del Triunfo de Lima (Pérou) a organisé le séminaire de lancement du projet qu'elle coordonne et qui montre l'importance que revêtent la socialisation et la diffusion des expériences de lutte contre l'extrême pauvreté et la faim dans les villes latino-américaines et européennes, en sensibilisant les acteurs locaux, nationaux et internationaux.*

Étaient présents à ce séminaire-atelier, outre la Municipalidad de Villa María del Triunfo, des représentants des administrations locales de Maranguape (Brésil), Neiva (Colombie), Las Margaritas (Mexique), Saint-Gilles (Belgique), ainsi que le Centre international de gestion urbaine (CIGU) en sa qualité de membre externe.

Le projet a pour but de renforcer les capacités des administrations locales relatives à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies participatives en vue de concevoir et/ou d'améliorer des stratégies locales de

lutte contre l'extrême pauvreté et la faim, en association avec des mouvements sociaux et des organisations communautaires de base, dont les objectifs spécifiques seront de:

- renforcer les capacités des pouvoirs locaux à identifier et caractériser la population en situation d'extrême pauvreté et de faim;
- documenter et analyser les réponses apportées pour faire face à l'extrême pauvreté et à la faim;
- renforcer les capacités des administrations locales à procéder aux changements d'échelle des réponses actuelles apportées à l'extrême pauvreté et à la faim;
- promouvoir les associations et la coopération solidaire entre l'administration locale et les mouvements et organismes sociaux.

Au cours du séminaire, il a été signalé qu'une des conséquences de la situation d'extrême pauvreté qui frappe une grande partie des citoyens d'Amérique latine est la migration. En surmontant une série d'obstacles, cette migration, souvent illégale, crée avantages et problèmes pour les villes d'accueil.

La commune de Saint-Gilles nous a appris que certains endroits en Europe comportent également des poches de pauvreté,



Villa María del Triunfo: Cielo Gonzalez Villa, Maire de Neiva; Carlos Bruce Montes de Oca, Ministre du Logement, Construction et Assainissement du Pérou; Washington Armando Ipenza Pacheco, Maire de Villa María del Triunfo; Mendel Goldstein, Chef de la Délégation de la CE au Pérou; Mario Rios Espinoza, Vice Ministre de Développement Social

souvent constituées d'immigrants latino-américains, et nous a ensuite montré l'intérêt que sa communauté porte à la lutte contre cette problématique, en tenant compte des particularités latino-américaines, et à la recherche de solutions efficaces pour atteindre une meilleure qualité de la vie.

À cet égard, le programme URB-AL joue un rôle central pour soutenir l'effort déployé par les municipalités et les communautés afin de responsabiliser les citoyens et citoyennes, de parvenir à l'égalité hommes-femmes et à l'inclusion de secteurs pauvres et extrêmement pauvres et d'influencer la qualité des politiques publiques locales de lutte contre la pauvreté urbaine. ■

## Prefeitura de Jacareí: «Former les localités à lutter contre la pauvreté»

*Le projet consiste à créer une meilleure compréhension du phénomène de la pauvreté, à optimiser les efforts existants en matière de production d'indicateurs locaux de la pauvreté et la création d'outils permettant aux villes de lutter contre ce phénomène.*

Selon les membres de ce projet – Campo Grande, Jacareí, Diadema, Santa Maria et Goiania (Brésil); Girona (Espagne); Vila Real de Santo António (Portugal); Ate et Rio Negro (Pérou) et Buenos Aires (Argentine) –, la pauvreté, ce n'est pas seulement la faim ou l'absence d'emploi ou de revenu, c'est aussi l'absence ou la privation des droits de citoyenneté et de l'égalité. Ils ont convenu que les concepts de pauvreté et d'exclusion sociale délimités par le Réseau 10 s'adaptent à toutes les situations qu'ils connaissent dans leurs

communautés et que ces derniers sont globalement les phénomènes que le projet prétend aborder.

L'objectif est donc de créer des systèmes de gestion de l'information capables d'identifier les municipalités (quartiers et districts) qui souffrent de la pauvreté et de l'exclusion, d'observer en permanence la réalité locale, de cerner les besoins de la population, de choisir des priorités, des moyens et des efforts de lutte contre ces phénomènes et de contrôler les résultats des actions des pouvoirs publics et de la société.

L'idée de créer un «guide pratique» capable d'habiliter les localités (gestionnaires locaux, fonctionnaires publics, etc.) à lutter contre la pauvreté au moyen d'indicateurs socio-économiques vient du besoin concret des gestionnaires locaux de gérer les moyens disponibles face aux demandes des services publics et des secteurs sociaux, en intégrant diffé-

rents niveaux de l'administration et de la société civile.

Les informations qui alimentent les systèmes nationaux de données socio-économiques sont collectées au niveau local et, une fois regroupées, elles constituent des indicateurs de la condition de vie des populations. Ce guide tente de promouvoir l'utilisation de ces informations dans le processus de gestion locale. Ainsi, cet instrument permet aux localités de s'approprier les informations fondamentales sur les conditions de vie de leur population, pour toute l'étendue physique de la localité. Il encouragera la formulation de propositions en faveur du développement local, afin d'optimiser les moyens, en tirant profit des connaissances et des expériences disponibles, et favorisera l'exploitation, la création, la comparaison et l'analyse d'indicateurs et d'autres instruments d'évaluation des programmes et des services dans l'optique de la réalité locale. ■

## Municipalidad de Puerto Montt: «Entrepreneurship network: villes favorisant la culture d'entreprise»

*Les administrations locales de Puerto Montt (Chili), Curuzú Cuatiá (Argentine), Aserrí (Costa Rica), Lima (Pérou), San Javier (Bolivie), Concepción (Paraguay), Terrassa et Getafe (Espagne) et Vila Real de Santo Antonio (Portugal) ont décidé de favoriser plus efficacement le dynamisme des entreprises, d'encourager et d'intégrer l'utilisation des TIC dans les PME locales, et de créer ainsi davantage d'entreprises nouvelles et prospères qui souhaitent bénéficier de l'ouverture du marché et lancer des initiatives créatives et novatrices d'exploitation commerciale à plus grande échelle.*

Le projet «Entrepreneurship network: villes favorisant la culture d'entreprise» vise à créer une organisation d'administrations locales latino-américaines et européennes qui œuvrent à l'encouragement et à la mise en valeur de la culture d'entreprise grâce à l'application de politiques locales visant à promouvoir le dynamisme économique, l'esprit d'entreprise et les moyens des entreprises en vue d'encourager l'égalité des chances pour les jeunes entrepreneurs et les femmes entre-

preneurs des secteurs locaux à l'heure d'affronter la société de l'information. Cet objectif devrait être atteint grâce à la collaboration avec les petites et moyennes entreprises locales et à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en menant des activités telles que des diagnostics, des séminaires-ateliers internationaux d'échange d'expériences, la rédaction de catalogues de bonnes pratiques et d'erreurs de gestion, des forums virtuels d'information et d'expériences et la mise en œuvre d'actions pilotes, entre autres.

La situation des collectivités locales membres s'améliorera grâce au processus impliquant l'exécution du projet proprement dite, la concrétisation de ses objectifs et l'obtention de ses résultats et grâce aux relations d'après-projet qui se nouent et se maintiennent dans le temps.

L'encouragement de la culture d'entreprise par les administrations locales et en étroite collaboration avec les petites et moyennes entreprises qui tirent leur compétitivité des nouvelles technologies de l'information et de communication apportera des avantages à chaque collectivité locale, avec la mise en valeur de la créativité et de l'innovation en tant qu'at-

titudes personnelles fondamentales à l'heure d'affronter la nouvelle économie locale et mondiale. Cette attitude et cette culture d'entreprise contribuent à la création d'emplois, à la croissance et à la compétitivité sur les marchés, tirent parti du potentiel propre à chaque acteur et vont dans le sens des intérêts généraux de la société dans son ensemble. En vue de concrétiser les objectifs et les priorités d'URBAL et du Réseau 13, les collectivités locales renforceront essentiellement leurs capacités en matière de dynamisation des économies locales et de diffusion de l'esprit d'entreprise, besoin ressenti dans tous les pays d'Amérique latine et d'Europe, et à plus forte raison dans les petites et moyennes villes, qui rencontrent des obstacles plus importants à l'encouragement de l'esprit d'entreprise.

Enfin, ce projet permettra aux collectivités et à ses bénéficiaires directs et indirects d'identifier les facteurs clés pour la création d'un climat favorable au lancement d'initiatives d'entreprises locales meilleures et plus nombreuses, avec le recours aux TIC et dans une perspective conjointe entre les individus (entrepreneurs), les entreprises (PME) et la société (administrations locales/société civile), avec un accent particulier sur les groupes de jeunes entrepreneurs et de femmes entrepreneurs. ■

## Quito: «Construire des villes inclusives»

*Le projet repose sur la constatation suivante: face aux inégalités dont sont victimes en particulier les femmes et qui se produisent et se reproduisent dans les villes, l'interaction croissante entre les organisations de femmes et les pouvoirs locaux crée des perspectives pour faire face à pareille situation et pour renforcer l'exercice citoyen des femmes.*

Le projet «Construire des villes inclusives. Promotion de l'égalité des sexes dans la gestion locale» est mis en œuvre depuis juin 2004, sous les auspices du Réseau 12 d'URBAL et sous la coordination de la Municipalidad del Distrito Metropolitano de Quito (Équateur), avec la participation active de cinq autres villes: Gijón (Espagne), Saint-Denis (France), Montevideo (Uruguay), Santa Tecla (El Salvador) et Escazú (Costa Rica). La méthode développée par le projet implique des autorités municipales élues, de préférence

des femmes maires et des conseillères municipales, le personnel technique municipal ayant un pouvoir de décision en matière de gestion publique locale et des organisations de femmes qui ont noué une relation duale de collaboration et de responsabilité avec leur municipalité respective. En d'autres termes, le schéma sur lequel est fondé le projet est inclusif, il comprend des acteurs multiples et vise à consolider l'interaction entre les acteurs qui s'efforcent de construire l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau local.

En plus de nous atteler à la reconnaissance et à l'identification des inégalités hommes-femmes dans nos villes ainsi qu'à la systématisation des actions municipales promouvant l'égalité, plusieurs activités d'échange entre personnes et à distance ont été mises sur pied, de sorte que le projet est parvenu à structurer et à organiser un réseau de membres qui travaillent dans l'objectif commun d'offrir davantage de possibilités aux femmes et de veiller au plein respect de leurs droits.

L'expérience de chaque ville membre et d'autres villes européennes et latino-américaines



Quito. Participants à la conférence dans le cadre du projet

a dégagé de nombreux enseignements, qui ont débouché sur la rédaction d'un document contenant des «Règles pour intégrer l'approche de l'égalité hommes-femmes dans la gestion locale». Il devrait constituer un outil utile pour les nombreux acteurs locaux intéressés par la notion de villes inclusives. Les villes membres du projet ont également manifesté leur intérêt pour la poursuite du processus entamé et pour l'accroissement de son impact. Ils œuvrent dès à présent à une proposition de projet B. ■

## Plus de 85 projets communs ont conclu leurs activités dans le cadre des 13 réseaux de la première et de la deuxième phase du programme

*Les projets d'échange d'expériences ayant achevé leurs activités dans le cadre des réseaux des deux phases sont déjà plus de 85, parmi lesquels 3 projets de type B.  
Au cours du premier semestre 2005, 5 projets communs sont arrivés au terme de leurs activités.*

Coordinateur	Pays	N° du projet	Intitulé du projet
Consell Comarcal de l'Alt Empordà	España	<b>B1-P1-02</b>	Incorporación de buenas prácticas en las políticas de drogodependencias: guía para la elaboración de planes municipales, escuela de formación e implementación de proyectos
Diputación Provincial de Granada	España	<b>R4-P1-02</b>	ALDEAL: Aula Local de Desarrollo Europa – América Latina
Ayuntamiento de Santa Cruz de Tenerife	España	<b>R4-P3-02</b>	Plan de Formación y Reciclaje de Técnicos de Desarrollo Local al Servicio del Mundo Empresarial
Ayuntamiento de Lleida	España	<b>R7-P7-02</b>	Instrumentos de redistribución de la renta Urbana
Verband Region Stuttgart	Deutschland	<b>R8-P3-02</b>	Training for bus drivers using new technology for safe, economic and environmentally friendly driving

### PNUD

## Municipalidad de Rosario: prix des Nations Unies pour la gouvernance et le développement

*«Rosario est un modèle à imiter en matière de politiques publiques» a déclaré le Chef de la Délégation de la Commission européenne en Argentine, Angelos Pangratis.*

À l'occasion du «salon de la gouvernance», organisé par la Municipalidad de Rosario et le PNUD à la fin du mois de mars 2005, Miguel Lifschitz, l'intendant de Rosario, a reçu le prix de la gouvernance décerné par le PNUD, des mains de Juan Manuel Salazar, le directeur régional du projet de gouvernance du PNUD, qui a souligné que «Rosario est sortie du lot parmi 257 expériences menées dans 16 pays de la région. Cette ville a combiné les résultats du développement humain en matière de

santé et d'éducation dans des conditions de gouvernance qui lui ont permis de progresser vers l'approfondissement de la démocratie locale.»

La Municipalidad de Rosario est un des protagonistes du programme URB-AL. Elle a coordonné le Réseau 7 «Gestion et contrôle de l'urbanisation» et coordonne à l'heure actuelle le projet B «Rosario SUMA» et le projet A «Stratégie participative avec une perspective d'égalité des sexes pour l'insertion socioprofessionnelle des femmes.»

La coordination et l'équipe de gestion du programme URB-AL s'associent à ces félicitations pour ce prix international, qui constitue une reconnaissance des résultats accomplis par la mise en œuvre cohérente de politiques actives de décentralisation interne et de coopération régionale et internationale par la Municipalidad de Rosario.

Web:  
<http://www.experienciarosario.org.ar> ■

## CONTACTS

# Vos interlocuteurs à la Commission

**Chef d'Unité:** Riccardo GAMBINI  
**Coordinateur:** Vittorio TONUTTI  
**Gestionnaires:** Miguel ROMERO, Fernando MUÑOZ,  
 Marie TILBURCK  
**Secrétaire:** Carmen DURAN

**Adresse:**  
**COMMISSION EUROPÉENNE**  
**Office de coopération EuropeAid**  
**Direction Amérique latine**  
**Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» B2**  
**Programme URB-AL**  
**J54 4/13**  
**B-1049 Bruxelles (Belgique)**  
**Téléphone: (32 2) 295 20 24**  
**Fax: (32 2) 299 10 80**



[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index_fr.htm)

DÉLÉGATIONS	PERSONNE DE CONTACT
<b>Argentine</b>	Francesca PESSINA Tel.: 54-11-4805.3759 francesca.pessina@cec.eu.int <a href="http://www.delarg.cec.eu.int/">http://www.delarg.cec.eu.int/</a>
<b>Bolivie</b>	Angel GUTIERREZ HIDALGO Tel.: 591-2-278.22.44 angel.gutierrez-hidalgo@cec.eu.int <a href="http://www.delbol.cec.eu.int/">http://www.delbol.cec.eu.int/</a>
<b>Brésil</b>	María Cristina ARAUJO Tel.: 55-61-248.3122 – Fax: 55-61-248.0700 cristina.araujo@cec.eu.int <a href="http://www.delbra.cec.eu.int/">http://www.delbra.cec.eu.int/</a>
<b>Chili</b>	Joachim ROTH Tel.: 562 3352 450 Joachim.roth@cec.eu.int <a href="http://www.delchl.cec.eu.int">http://www.delchl.cec.eu.int</a>
<b>Colombie</b>	Montserrat GARCIA VILLANUEVA Tel.: 57 1 658 1150 montserrat.garcia-villanueva@cec.eu.int <a href="http://www.delcol.cec.eu.int">http://www.delcol.cec.eu.int</a>
<b>Cuba</b>	Robert STEINLECHNER Tel.: 537 204 0327 Robert.steinlechner@cec.eu.int <a href="http://www.deldom.cec.eu.int">http://www.deldom.cec.eu.int</a>
<b>Equateur</b>	Jean-Marie ABBES Tel.: 593 2 2523 912 Jean-marie.abbes-cottin@cec.eu.int <a href="http://www.delcol.cec.eu.int">http://www.delcol.cec.eu.int</a>
<b>Mexique</b>	Aurélie PANCERA Tel.: 52 55 5540 3345 aurélie.pancera@cec.eu.int <a href="http://www.delmex.cec.eu.int">http://www.delmex.cec.eu.int</a>
<b>Nicaragua – Costa Rica – El Salvador Guatemala – Honduras</b>	Inmaculada ROCA I CORTES Tel.: 505 270 4499 – Fax: 505 270 4484 Inmaculada.ROCA-I-CORTES@cec.eu.int <a href="http://www.delnic.cec.eu.int">http://www.delnic.cec.eu.int</a>
<b>Panamá</b>	Maite MARTINEZ PARDO Tel.: 506 283 2959 maite.martinez-pardo@cec.eu.int <a href="http://www.delcri.cec.eu.int">http://www.delcri.cec.eu.int</a>
<b>Paraguay</b>	Vera VALENTE Tel.: 595 2 206 069 vera.valente@cec.eu.int <a href="http://www.delury.cec.eu.int/paraguay/presentacion/paraguay.htm">http://www.delury.cec.eu.int/paraguay/presentacion/paraguay.htm</a>
<b>Pérou</b>	José Luis ARTEAGA CESPEDES Tel.: 51-1-212-11-35 jose-luis.arteaga-cespedes@cec.eu.int <a href="http://www.delper.cec.eu.int">http://www.delper.cec.eu.int</a>
<b>Uruguay</b>	Jérôme POUSSIELGUE Tel.: 598-2-1944.0126 jerome.poussielgue@cec.eu.int <a href="http://www.delury.cec.eu.int">http://www.delury.cec.eu.int</a>
<b>Venezuela</b>	Jean-Charles FIEHRER Tel.: 58-212-991.51.33 Jean-charles.fiehrer@cec.eu.int <a href="http://www.delven.cec.eu.int">http://www.delven.cec.eu.int</a>

## Vos interlocuteurs dans les réseaux

### RÉSEAU N° 9

#### **Financement local et budget participatif**

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre  
 Contact: João Portella  
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9  
 Siqueira Campos 1300 – Sala 609  
 CEP 90010-907 – Porto Alegre – RS  
 Brasil  
 Tél.: 55 51 3289 1313  
 Fax: 55 51 3228 1359  
 E-mail: [Urbal9@gpo.prefpoa.com.br](mailto:Urbal9@gpo.prefpoa.com.br) –  
[portella@gpo.prefpoa.com.br](mailto:portella@gpo.prefpoa.com.br)  
 Internet: [www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/](http://www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/)

### RÉSEAU N° 10

#### **Lutte contre la pauvreté urbaine**

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo  
 Contact: Pedro Aguerre  
 Secretaria Municipal de Relações Internacionais  
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10  
 Palácio Anhangabaú – Viaduto do Chá, 15 –  
 7o. andar  
 CEP 01002-020 – São Paulo-SP  
 Brasil  
 Tél.: 55 11 3107 0318 / 3113 8554  
 Fax: 55 11 3113 8526  
 E-mail: [pedroaguerre@prefeitura.sp.gov.br](mailto:pedroaguerre@prefeitura.sp.gov.br)  
 Internet: [www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/relacoes\\_](http://www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/relacoes_internacionais)  
[internacionais](http://www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal)  
[www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal](http://www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal)

### RÉSEAU N° 12

#### **Promotion des femmes dans les instances de décision locales**

Coordination: Diputación Provincial de Barcelona  
 Contact: Neus Gómez (coordinadora ejecutiva)  
 Gemma García (coordinadora adjunta)  
 Gabinet de Relacions Internacionals  
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1ª  
 E-08008 Barcelona  
 España  
 Tél.: 34 93 4022055  
 Fax: 34 93 4022473  
 E-mail: [gomezmn@diba.es](mailto:gomezmn@diba.es)  
 Internet: [www.diba.es/urbal12](http://www.diba.es/urbal12)

### RÉSEAU N° 13

#### **Ville et société de l'information**

Coordination: Freie Hansestadt Bremen  
 Contact: Claire Klindt  
 Adresse: Office Network 13  
 Kreuzstrasse 72  
 D-28203 Bremen  
 Alemania  
 Tél.: 49 421 369 540  
 Fax: 49 421 3695 425  
 E-mail: [claire@whitebalance.de](mailto:claire@whitebalance.de)  
 Internet: [www.bremen.de/urb-al/](http://www.bremen.de/urb-al/)

### RÉSEAU N° 14

#### **Sécurité citoyenne dans la ville**

Coordination: Municipalidad de Valparaíso  
 Contact: Gustavo Paulsen  
 Adresse: Programa URB-AL Red 14  
 Blanco 1663 – Oficina 1002  
 Valparaíso  
 Chile  
 Tél.: 56 32 939 571  
 Fax: 56 32 939 572  
 E-mail: [red14@urbalvalparaiso.cl](mailto:red14@urbalvalparaiso.cl)  
 Internet: [www.urbalvalparaiso.cl](http://www.urbalvalparaiso.cl)

#### **Observatoire de la Coopération Décentralisée Locale UE – AL**

Coordination: Diputación de Barcelona  
 Contact: Agustí Fernández de Losada Passols  
 Adresse: Córcega 300, ppal. 1ª  
 E-08008 Barcelona  
 España  
 Tél.: 34 93 402 20 55  
 Fax: 34 93 402 24 73  
 E-mail: [fernandezlosadapa@diba.es](mailto:fernandezlosadapa@diba.es)  
 Internet: [www.observ-ocd.org](http://www.observ-ocd.org)

#### **Centre de Documentation du Programme URB-AL**

Coordination: Ayuntamiento de Málaga  
 Contact: Pedro Marín Cots  
 Luis Guillermo Tapia  
 Adresse: Plaza de la Alcazaba s/n  
 Ed. Aparcamientos  
 E-29012 MÁLAGA  
 España  
 Tél.: 34 952602777  
 Fax.: 34 952223092  
 E-mail: [info@omau-malaga.com](mailto:info@omau-malaga.com)  
 Internet: [www.centrourbal.com](http://www.centrourbal.com)

